

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : TORTURE ET MENACE DE MORT
D'ALLIANCE MUKUNDE FEMME LESBIENNE ET MEMBRE DE L'ASSOCIATION
SUPPORT AND PROTECTION LGBT PEOPLE, PAR LES REBELLES DU M23 DANS
LA LOCALITÉ DE BIRIBA AU NORD DE LA VILLE D'UVIRA

Communiqué de presse REDHAC-Coalition pays-RDC No 0086/12/01/2026

Douala- Uvira, le 12 janvier 2026 : Le REDHAC et sa Coalition-pays RDC déplorent la situation d'insécurité qui prévaut actuellement dans les régions en crise, avec des conséquences énormes en termes de violations des droits humains ; et notamment sur les personnes LGBT vivant dans la localité de Biriba au nord de la ville d'Uvira

Les faits

Le 05 janvier 2026 autour de 10h arrestation et torture d'Alliance MUKUNDE a été victime d'arrestation et ainsi que des actes de torture de la part des rebelles du M23. Il lui est reproché d'avoir mené une campagne de sensibilisation sur le respect des droits de l'homme et les droits à la libre orientation sexuelle des personnes LGBT à vivre avec dignité et respect. Certains chefs de localités ont porté cette l'accusation devant les rebelles du M23 en soutenant au passage qu'elle est une folle qui sensibilise sur la prostitution et sur les éléments tabous dans la communauté.

Dans la soirée, les rebelles du M23 ont instruit les jeunes de rechercher et de traquer tous les LGBT qui sont dans leurs communautés à l'effet de les exécuter publiquement car selon eux, les LGBT n'ont pas le droit d'exister, et ne sont d'ailleurs pas reconnues par leurs autorités qui sont à l'encontre de ces pratiques.

Quelques heures après son arrestation, Alliance MUKUNDE a tout de même réussi à s'échapper du cachot des rebelles du M23.

Le 06 janvier 2026, sa maison a été la cible d'attaque par les jeunes des communautés sur ordre des rebelles du M23 ; et trois autres lesbiennes sont actuellement recherchées par ces communautés qui sont déterminées à les exécuter pour la simple raison qu'elles d'appartiendraient à la communauté LGBT.

De tout ce qui précède ;

Le REDHAC et sa coalition pays-RDC:

- Restent très préoccupés des risques qu'encourent les Défenseur(e)s des Droits Humains surtout ceux de la communauté des personnes LGBT en RDC, en particulier Alliance MUKUNDE de l'Association support and protection LGBT people ainsi que les trois autres lesbiennes qui sont activement recherchées par les communautés ;
- Condamnent avec fermeté les menaces, intimidations, torture et enlèvements dont sont victimes les Défenseur(e)s des Droits Humains, les journalistes, les activistes et les militant(e)s de la démocratie par les rebelles du M23 ;

- S'insurgent contre cette énième menace et torture sur les défenseur(e)s des Droits Humains qui ne font que leur travail de Promotion, Protection et de Défense des Droits Humains.

Aussi, au Gouvernement de la RDC, Le REDHAC et sa Coalition pays-RDC :

- Demandent de mettre fin à ces attaques, à tous les actes d'intimidation, et de mener une enquête indépendante, rigoureuse, impartiale et transparente afin d'identifier les responsables et les traduire devant un tribunal indépendant, compétent et impartial pour y répondre de leurs actes;
- Demandent que soient assurées la protection et la sécurité physique, psychologique et morale d'Alliance MUKUNDE, de l'Association support and protection LGBT people, contre la torture ainsi que les membres de sa famille ;
- Demandent le respect scrupuleux de l'ensemble des instruments juridiques du système national, régional et international des Droits humains ainsi que d'autres textes pertinents de promotion et protection des Droits des personnes LGBT.

Enfin, Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa Coalition pays-RDC recommandent à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et aux Nations Unies d'exiger du Gouvernement de la RDC:

- Le respect de la Convention des Nations Unies contre la torture et les autres traitements cruels, inhumains et dégradants;
- La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme ;
- Le respect du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques ;
- La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
- Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes.

SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe: Bureau (+237)233 42 64 04
MOB: (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95
Facebook: RedhacRedhac
Twitter: @RedhacRedhac
Site-Web: www.redhac.info

REDHAC : Coalition-PAYS-RDC
Coordinateur : (+243) 999914958